

Revue trimestrielle du programme européen LEADER II

LEADER magazine

LEADER magazine [mars-avril-mai 2000] - chaussee St-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - Bureau de depot Bruxelles X

Printemps 2000 n° 22

**(Re)peupler
le milieu rural**

Leitrim/North Roscommon

Entre Lousã e Zêzere

Sudoeste





Pays: Suède
Action réalisée: création d’une coopérative de télétravail
Coût total: 111 058 EUR
UE: 24 529 EUR
Autres fonds publics: 24 529 EUR
Privé: 62 000 EUR

“Trois villages isolés du Jämtland – Högarna, Fagarland et Ollsta – ont réagi au dépeuplement qui menaçait leur survie en créant une coopérative de développement – “Byssbon” (Les Villageois) – qui a facilité l’installation de dix jeunes familles de l’extérieur, sauvant ainsi l’école tout en créant divers services (crèche, centre polyvalent, magasin, etc.) ainsi qu’un télécottage. Celui-ci s’est associé à quatre autres télécentres pour lancer en 1998, avec l’aide de LEADER, “JämtOffice”, entreprise coopérative spécialisée dans les téléservices, la construction de sites Internet et l’archivage informatique de documents. De récents contrats conclus notamment avec une banque et un musée devraient déboucher sur la création de 20 postes de travail. Les possibilités d’emploi offertes par les technologies de l’information sont essentielles pour continuer à repeupler les villages.”

Ann-Margreth Göransson,
responsable LEADER



Pays: Espagne
Action réalisée: relocalisation et développement d’une entreprise en milieu rural
Coût total: 222 481 EUR
UE: 39 145 EUR
Autres fonds publics: 39 145 EUR
Privé: 144 191 EUR

“Serna del Monte, village d’une centaine d’habitants, est menacé de dépopulation même s’il est situé à seulement 80 km de Madrid. Attiré par la campagne, une famille madrilène a décidé de s’installer dans le village, d’y relocaliser son entreprise de matériaux d’isolation et de se lancer dans le tourisme. D’importants investissements ont été réalisés avec l’aide de LEADER: achat d’une nouvelle machine pour l’entreprise d’isolation, mais aussi aménagement d’un hôtel d’une capacité de 30 lits (6 unités) avec restaurant, service traiteur, salle polyvalente et location de VTT. Une formation personnalisée a été organisée en appui du projet. L’ensemble a créé trois emplois permanents à temps plein.”

Juan Quintana Cavanillas,
directeur du groupe LEADER



Pays: Belgique
Action réalisée: conseil en aménagement rural
Coût total: 173 524 EUR
UE: 86 762 EUR
Autres fonds publics: 86 762 EUR

“Afin d’éviter que nos communes ne deviennent des cités-dortoirs, la Parc naturel du Pays des Collines a créé grâce à des fonds LEADER II sa propre ‘cellule d’assistance architecturale et paysagère’, opérationnelle depuis peu. La création d’une charte paysagère, projet qui vise à la protection du paysage intercommunal, permettra, quant à elle, de réfléchir démocratiquement sur les vocations spécifiques des différentes parties de notre territoire. Le paysage du Parc est pour nous l’un des principaux leviers de développement. La protection et une gestion plus adaptée de nos sites boisés, les problèmes d’implantation de nouvelles exploitations agricoles ou de zones d’activités constituent autant d’appels à la cohérence d’un projet de développement durable.”

Emmanuel Desmette,
chargé du projet



Pays: France
Action réalisée: mise en place d’une politique de l’habitat pour accueillir des nouvelles populations
Coût total (étude): 37 186 EUR
UE: 15 152 EUR
Autres fonds publics: 11 364 EUR
Privé: 10 670 EUR

“Le Pays de Menat, dans le Massif Central, a lancé une politique de développement de l’habitat. Son objectif est de mettre en relation de trop nombreuses maisons fermées, voire abandonnées, et une demande croissante de la part de personnes travaillant dans les bassins d’emploi voisins (Clermont-Ferrand, Montluçon). L’accueil de nouvelles populations dans le Pays de Menat passe avant tout par la réhabilitation du patrimoine bâti. Une vaste campagne de communication a été lancée pour sensibiliser les propriétaires. Des études de faisabilité de logements (dans des bâtiments privés et publics) ont été financées. L’année 2000 sera consacrée à la mobilisation des moyens financiers pour réaliser les rénovations prévues. Enfin, des actions de communication seront assurées auprès des habitants des villes voisines. Parallèlement, les collectivités territoriales s’attachent à rendre le Pays de Menat plus attractif, notamment par des actions de mise en valeur des bourgs et hameaux, mais aussi de sauvegarde des paysages.”

Alain Escure,
Président du groupe LEADER

En quelques mots...

Yves Champetier,

Directeur, Observatoire européen LEADER

Nouvelles populations en milieu rural: de l'accueil à l'accompagnement 4



De nombreux territoires ruraux connaissent un déclin démographique et un vieillissement de leur population. Mais ils rencontrent aussi un regain d'intérêt de la part d'urbains qui cherchent à s'y installer. À l'échelle européenne, les territoires s'organisent de façons très diverses face à l'arrivée de ces nouvelles populations.

(Re)peupler le Leitrim et le Nord-Roscommon (Irlande): une question de qualité de vie 13



De l'aide au logement à la rénovation d'un cinéma, en passant par la mise en valeur d'espaces de loisirs, la création de nouveaux services et de nouvelles activités, tout un éventail de moyens est utilisé pour attirer de nouveaux habitants dans la zone la moins peuplée d'Irlande. LEADER est un élément clé du dispositif.

Relève néo-rurale 18



Avec la tertiarisation accélérée de l'économie du pays, le milieu rural portugais ne retient plus les jeunes, qui préfèrent la ville au village et les emplois salariés de services à l'exploitation d'une ferme ou à une activité artisanale indépendante. Au contraire de cette tendance, toute une catégorie d'anciens urbains – portugais et, surtout, nord-européens – trouvent leur "place au soleil" dans l'arrière-pays de certaines régions, constituant une véritable relève rurale. Rencontre avec les entrepreneurs (néo-)ruraux des zones LEADER Entre Lousã e Zêzere (Centro) et Sudoeste (Algarve/Alentejo).

"(Re)peupler le milieu rural". Le titre de ce LEADER MAGAZINE est en lui-même tout un symbole au moment où se finalise LEADER II et s'initie LEADER+.

Alors que des décennies durant, le milieu rural a été dans de nombreuses régions d'Europe synonyme de déclin inéluctable, d'exode, de vieillissement, de désertification, que constate-t-on aujourd'hui?

De nombreux territoires se "redéveloppent", certains, comme l'évoque John Bryden, parlant même de "renouveau rural". Certes, les territoires qui "renaissent" se trouvent généralement le plus souvent proches de centres urbains importants, dans des plaines plutôt que dans des montagnes, dans des zones bien desservies par des infrastructures modernes de transport plutôt que dans des zones enclavées. Mais on peut constater également que la tendance au renouveau fait tache d'huile, se propage dans des territoires qui étaient encore, il y a peu, jugés non viables.

Ce phénomène est d'autant plus encourageant qu'il y a eu progressivement dans ces territoires trop vite condamnés un dynamisme local qui s'est enclenché, une volonté collective qui a émergé, un projet d'avenir qui s'est construit et autour duquel se rassemblent les populations. Et LEADER y a souvent été pour quelque chose. Malgré tout, subsiste dans bien des cas le handicap majeur de ces territoires qui ont trop longtemps connu un exode rural dramatique: l'insuffisance du renouvellement des générations, le manque de "forces vives".

Dans ce contexte, il est symptomatique qu'un des derniers séminaires organisés dans le cadre de LEADER II, et relaté ci-après dans l'article de Corinne Legrand, ait porté sur l'accueil en milieu rural, plus précisément sur les moyens d'y attirer de nouvelles populations pour venir y vivre et y travailler.

Pour les territoires qui continuent à perdre de la population, l'arrivée de nouvelles familles, de nouveaux actifs est impératif. Ceci suppose une démarche globale, prenant en compte l'ensemble des aspects de l'intégration: le logement, l'activité, le revenu, la présence de services, l'intégration sociale et culturelle.

Parallèlement, des populations urbaines sont à la recherche d'un nouveau cadre de vie. Une jonction pas toujours simple est donc à inventer entre les attentes des uns et les aspirations des autres. C'est un enjeu important pour beaucoup de territoires ruraux, un enjeu encore peu défriché, encore peu pris en compte par les diverses interventions publiques, et sur lequel beaucoup reste à faire au cours des prochaines années.

Ce thème *"(Re)peupler le milieu rural"* traduit bien le fait qu'aujourd'hui, nombreux sont les territoires ruraux qui, d'une attitude de résistance plus ou moins active à une marginalisation qui paraissait inéluctable, ont opté pour une attitude beaucoup plus offensive d'invention d'un nouveau futur.

Certes, la situation demeure complexe et, dans bien des cas, rien n'est gagné. Mais rien n'est perdu non plus. Dans cette période de mutations fortes provoquées notamment par la mondialisation de l'économie et par la généralisation de la société de l'information, les territoires ruraux ont des atouts. Pour en tirer parti, ils devront, avec le soutien des nouvelles politiques rurales et de l'Initiative LEADER+, déployer encore davantage de volontarisme, de créativité et d'innovation. <

Photo de couverture:

Une famille s'installe à la campagne
(Basse-Normandie, France)

Nouvelles populations en milieu de l'accueil à l'a



rural: accompagnement

PAR CORINNE LEGRAND [*] De nombreux territoires ruraux connaissent un déclin démographique et un vieillissement de leur population. Mais ils rencontrent aussi un regain d'intérêt de la part d'urbains qui cherchent à s'y installer. À l'échelle européenne, les territoires s'organisent de façons très diverses face à l'arrivée de ces nouvelles populations.

"Il fallait sauver l'école primaire de nos trois villages", se souvient Ann-Christine Andersson de Suède pour évoquer la motivation qui a présidé à l'accueil de nouvelles populations sur son territoire. Pour Jim Connolly, en Irlande, "le milieu rural est une opportunité pour résorber les problèmes urbains tels que le chômage". En France, en région Limousin, "c'est par l'arrivée de nouvelles populations que peut se maintenir la vie dans nos villages", témoigne un responsable de l'accueil de nouvelles populations... À travers l'Europe, avec des motivations diverses, de plus en plus de territoires ruraux s'organisent pour accueillir de nouveaux habitants. D'autant qu'un peu partout, des urbains aspirent à de meilleures conditions de vie et envisagent de s'installer à la campagne.

Cependant, la diversité des contextes socio-démographiques et culturels rend difficile une approche globale de la problématique de l'accueil de nouvelles populations en milieu rural. Cette question a fait l'objet d'un séminaire qui s'est déroulé, du 10 au 14 novembre 1999, à Eymoutiers dans le Limousin (France).

Le Limousin affiche clairement sa volonté d'accueil

De par sa situation démographique inquiétante, qui voit sa population chuter (perte de plus de 25% en moins d'un siècle) et vieillir constamment (moyenne d'âge: 43 ans soit 5 ans de plus que la moyenne nationale), la région Limousin est un exemple de ces territoires ruraux qui mettent en place des politiques volontaristes d'accueil de nouveaux habitants. Le conseil régional en a fait l'une de ses priorités et a mis en place une "Cellule Accueil" chargée d'informer, d'orienter et d'accompagner les porteurs de projet. *"Si aujourd'hui, selon un sondage réalisé auprès des habitants du Limousin, 80% de la population locale est convaincue de la nécessité d'accueillir de nouveaux habitants, il a fallu batailler dur pour sensibiliser les ruraux", souligne Stéphane Grasser, chargé de la politique d'accueil au conseil régional. "Pour être en position d'accueillir, il faut croire en son territoire."*

Or, il est difficile pour des ruraux qui n'ont pu retenir leurs propres enfants, d'admettre que leur région peut attirer des citadins. La région a gagné 15 000 nouveaux habitants entre 1990 et 1999, mais il est difficile d'en donner une explication précise: politique de l'habitat? Accueil et accompagnement des porteurs de projet? Effort de communication de la région?

Depuis 1997, le Limousin a engagé un partenariat avec des médias nationaux comme le magazine "Village" et la chaîne de télévision "Demain!"^[1]. Ces contacts ont eu des retombées directes: nombreuses demandes d'installations, dont certaines ont d'ailleurs pu se concrétiser (réouverture d'un hôtel-restaurant par un couple de Parisiens, création d'une entreprise de carrelages, ouverture d'un bar-cocktail-crêperie, etc.).

Pourtant, le chemin est encore long. La Région souhaite maintenant mieux connaître ces migrants afin de répondre à leurs attentes, comprendre pourquoi des communes situées en dehors des axes routiers gagnent de la population, mobiliser l'ensemble des Limousins, *"notamment les élus ruraux qui sont encore loin d'être tous conscients de ce phénomène migratoire et de l'impact positif qu'il peut jouer sur leur territoire s'il est accompagné",* affirme Robert Savy, président du conseil régional. *"Si l'idée est admise, dans les esprits, il y a plus de croyants que de pratiquants".* ➡

[*] **Corinne Legrand** est journaliste au magazine "Village". Créé en 1993, Village est un bimestriel français, d'envergure nationale, consacré à la création d'activités à la campagne. Il contribue à une meilleure connaissance des enjeux des territoires ruraux. Contact: acteur.rural@wanadoo.fr



Lancée et animée par la population locale, "Télé Millevaches" contribue au dynamisme de ce territoire rural du Limousin (France)

La prochaine étape est donc de structurer le processus d'accueil. L'idée est de monter un réseau régional associant partenaires techniques et chargés de missions des différents territoires. Ainsi une dynamique cohérente et certaines expériences exemplaires pourront être transposées sur l'ensemble de la région.

Le Plateau de Millevaches, un des territoires LEADER du Limousin qui en enclenché depuis plus de dix ans un processus de développement local, fait aujourd'hui un bilan positif de cette mobilisation locale. Elle a notamment permis la réhabilitation de 564 habitations, dont la moitié a ensuite été louée par des personnes extérieures au Plateau. Ce type de démarche pourrait être généralisée à d'autres territoires du Limousin. Pour franchir ce nouveau cap, la Région s'est aussi associée au "Collectif Ville-Campagne"^[2]. Elle a ainsi pu multiplier les rencontres avec les urbains souhaitant quitter la ville à l'occasion de salons professionnels, de sessions d'informations et de colloques annuels sur ces problématiques, pour instaurer une vraie dynamique d'accueil allant jusqu'à l'accompagnement et le suivi du porteur de projet. *"Il faut accueillir dans la mesure où nous sommes capables de le faire et non pas encourager immodérément l'arrivée de nouveaux habitants"*, précise le président du conseil régional.

En France, d'autres territoires ruraux, plus petits, cherchent à mettre en œuvre la même dynamique, mais le Limousin semble être la seule région jusqu'à maintenant à s'être mobilisée de façon aussi volontariste.

Regards croisés

En Irlande, par contre, l'association "Rural Resettlement Ireland" (RRI) a su enclencher une politique nationale. En 1990, Jim Connolly décide de créer l'association pour améliorer la situation des familles en difficulté et contribuer au repeuplement des communes rurales.

"L'environnement rural représente une opportunité, argumente Jim, il permet d'offrir à des familles défavorisées un habitat à faible loyer." Depuis, une antenne de l'association a ses bureaux en ville afin d'informer et d'orienter les candidats à l'installation. Au départ, toutes les administrations rurales étaient loin d'être

convaincues de l'intérêt de ce projet. Jim Connolly a donc mobilisé l'échelon national et obtenu en 1996 un accord avec le gouvernement et la Banque d'Irlande.

La nouveauté réside dans la possibilité offerte aux chômeurs d'accéder à la propriété. Aujourd'hui, Jim regrette que ces mesures n'aient pu s'appliquer qu'à la construction neuve et non à la restauration de bâti existant. *"C'est en faisant pression sur les autorités nationales que les bénévoles locaux obtiendront une reconnaissance débouchant sur une réelle politique d'accueil de nouvelles populations dans les territoires ruraux"* estime-t-il.

L'expérience de RRI a inspiré un programme pilote, cofinancé par l'Union européenne, mis en œuvre dans neuf territoires ruraux d'Irlande et visant une meilleure compréhension du phénomène d'installation de nouvelles populations en milieu rural afin de définir une vraie politique nationale en la matière. Contrairement à l'expérience menée par l'association RRI pour laquelle le public cible est avant tout les populations défavorisées, ADM axe ses démarches auprès de clientèles économiquement plus "solides": professionnels, émigrés souhaitant rentrer au pays, etc. (voir l'article de Jean-Luc Janot "La voie irlandaise").

En Finlande, *"il n'existe pas de politique nationale spécifique, mais certaines initiatives locales (notamment dans le cadre de LEADER) tendent à inciter les familles à s'installer à la campagne, mais pas forcément en milieu rural éloigné"*, observe Pentti Malinen, universitaire à Oulu (voir le témoignage de Minna Silander sur le village de Kamppi).

En Suède, c'est le risque de fermeture de l'école primaire qui a fait réagir les habitants de trois villages du Jämtland. En 1984, ils ont décidé de se regrouper au sein d'une coopérative, "Byssbon" ("Les Villageois"). Après un diagnostic de territoire, les cinquante membres ont voté la mise en place d'actions autour du logement, des services à la population et de l'emploi.

Ici encore, une stratégie de communication a été mise en place en partenariat avec la presse pour faire connaître les offres. Avec quatorze ans de recul, Ann-Christine Andersson souligne parmi les réussites, le maintien et la rénovation de l'école primaire, l'ouverture d'une crèche et d'un home pour personnes âgées ou encore la création d'un centre de télétravail. Au total, quelque douze emplois ont ainsi été créés. Pourtant, les difficultés persistent. *"Toutes les actions menées se font sans aucun soutien politique, mais uniquement sur des fonds propres des bénévoles, des emprunts contractés par la coopérative, des fonds générés par certaines activités comme le home pour personnes âgées et quelques participations de la municipalité"*, rappelle-t-elle.

En Espagne, si l'Aragon, région dont une grande partie du milieu rural connaît de graves problèmes démographiques (densités souvent inférieures à 10, voire 5 hab./km²), souhaite accueillir de nouvelles populations, la situation dans la Sierra Norte de Madrid est relativement différente. Cette zone, appelée aussi la "Sierra Pobre" (la Montagne Pauvre), connaît, particulièrement dans ses petits villages, des problèmes de dépopulation, bien qu'elle ne soit située qu'à une cinquantaine de kilomètres de Madrid. Progressivement, l'idée d'accueil y fait son chemin, en particulier à l'initiative du groupe LEADER et en collaboration avec les autorités régionales.

Néanmoins, la population locale a certaines réticences, craignant de voir arriver les personnes en difficulté de la ville, et ne percevant pas l'intérêt d'accueillir des "étrangers". Des positions contrastées que l'on retrouve un peu partout en Europe.

Une stratégie à définir

Les spécificités de chacun des territoires compliquent la définition d'une politique d'accueil commune. Pour autant, dans un premier temps, cinq points doivent pouvoir être précisés: la définition des besoins, le public intéressé, les obstacles à résorber, les actions à mener et les acteurs principaux à mobiliser.

En France, certains émettent quelques réserves quant à la nécessité d'établir une liste des besoins à couvrir. Cette technique fait, en effet, l'impasse sur tous les projets innovants qui ne relèvent pas d'une demande expressément formulée. *"Le milieu rural se doit d'être porteur d'innovations. Il s'agit pour les acteurs ruraux d'adopter une démarche offensive et ne pas se contenter de défendre l'existant"*, insiste Mohammed Chahid, de l'Association régionale des Pays d'Auvergne (ARPA).

En ce qui concerne le public à accueillir, les positions sont également partagées: certains évoquent le droit pour les territoires ruraux de choisir les populations à accueillir. D'autres recherchent davantage l'adéquation ➡

■ Ecole rurale: son maintien est essentiel pour l'avenir du village





Le président du groupe LEADER Mezquin (Aragon, Espagne) et sa famille sont eux-mêmes d'anciens citadins installés en milieu rural

entre le projet et le territoire. Celle-ci passe par la communication entre les urbains et les ruraux, afin de faire tomber les idées fausses de part et d'autre. De nombreux exemples français (Plateau de Langres, Plateau de Millevaches, village des Voivres dans les Vosges) montrent que le fait de ne pas cibler une catégorie de population permet le développement de projets innovants qui n'auraient pu voir le jour autrement. Partout, la diversité et l'ampleur des obstacles à surmonter entravent l'accueil de nouvelles populations: obstacles culturels dont l'expression la plus courante est la résistance des communautés rurales qui craignent les nouveaux arrivants (préjugés, expériences passées négatives, méconnaissance réciproque rural/urbain, image de soi négative), obstacles économiques et financiers (manque de connaissance des potentialités d'emplois existants, cloisonnement des secteurs d'activité, coût de l'installation, difficulté d'accès au crédit et au foncier), obstacles administratifs par manque de coordination entre les secteurs techniques sectoriels et les services territorialisés, obstacles du cadre de vie (manque de logements, de services à la population et de loisirs pour les jeunes "néo-ruraux"), enfin, et non des moindres, obstacles politiques. Pour réussir une politique d'accueil de nouvelles populations, la mobilisation locale est indispensable. Mis à part le cas de l'Irlande, une mobilisation politique nationale fait encore défaut, même en France où le Collectif Ville-Campagne s'est saisi de cette problématique.

L'amélioration de l'accueil de nouvelles populations en milieu rural nécessite d'impliquer la population, les élus, les acteurs professionnels privés et publics, les associations. Il s'agit de toucher le groupe à l'origine du projet; d'associer les "nouveaux" et les "anciens" installés, les autres territoires ruraux qui souhaitent accueillir ainsi que des partenaires du milieu de la recherche, comme les universités; de sensibiliser l'administration et l'ensemble des acteurs locaux (agents de développement, professionnels de l'habitat, institutions financières, etc.). L'avis est plus partagé quant à mobiliser la "diaspora". En effet, les personnes qui ont quitté le territoire depuis plusieurs années ont parfois un image faussée de la réalité locale.

Quant aux actions à mener et aux acteurs à mobiliser, tous s'accordent à reconnaître que le développement d'un territoire passe par l'apport de nouvelles ressources humaines. Cette prise de conscience ne peut se faire que par une meilleure communication auprès des ruraux sur l'enjeu de cet accueil. *"La couverture médiatique facilite la formation de la population locale"*, témoigne Jim Connolly. Il s'agit d'informer et de former les élus, de valoriser les installations réussies, d'élargir la connaissance qu'ont les jeunes de leur territoire, d'inverser la perception négative qu'ont les habitants de leur lieu de vie ou encore de sensibiliser les résidents secondaires. Il importe que le programme d'accueil soit intégré et articulé à un programme de développement local. De même, un point d'accueil, d'écoute et d'orientation, des journées d'information, un suivi moral et technique du porteur de projet par parrainage avec des habitants permettent un véritable accueil dans de bonnes conditions. <

[1] Lancée en 1997 par le groupe français CANAL+, *"Demain!"* est une chaîne dédiée à l'emploi et notamment à la reprise d'entreprises. Elle a installé une antenne locale en Limousin.

[2] Le *"Collectif Ville-Campagne"* est une association française mise en place en 1995, qui regroupe 16 membres dont des universitaires, des professionnels du monde associatif, privé et public et des médias, cherche à créer une passerelle entre les urbains qui méconnaissent l'organisation actuelle des territoires ruraux et les territoires ruraux qui ne savent pas comment s'organiser pour accueillir ces nouveaux arrivants.



“A la recherche de nouvelles familles”

Minna Silander, LEADER Seinänaapurit [Finlande]

Le village de Kamppi (365 hab.) est rattaché à la commune de Kurikka, à environ 70 km au sud-est de Vaasa en Finlande occidentale. Les deux activités principales du village sont l'agriculture et l'industrie du meuble.

Depuis août 1998, un processus de développement du village a formellement débuté dans le cadre du programme LEADER II. Craignant la fermeture de l'école, les habitants de Kamppi, regroupés en association, ont décidé d'attirer des jeunes familles pour repeupler le village. Travaillant en étroite collaboration avec le groupe LEADER, l'association m'a engagée en tant qu'agent de développement chargée de mettre en œuvre le projet.

L'action consiste à améliorer la qualité de vie au village et de rendre celui-ci le plus agréable possible afin d'attirer de nouveaux habitants. Pour ce faire, le coût total du projet LEADER s'élève à 80 000 EUR, dont 32 000 EUR fournis par l'Union européenne, 19 000 EUR par le Ministère finlandais de l'Agriculture, 13 000 EUR par la commune, le reste (16 000 EUR) étant financé sur fonds propres.

Le premier objectif, à court terme, est de maintenir l'école du village qui compte cette année 30 élèves contre 33 en 1998-99. Ce chiffre devrait rester assez stable au cours des cinq prochaines années, mais ensuite, si rien n'est fait, on s'attend à une chute brutale de la fréquentation, seuls deux enfants étant nés dans la localité en 1999.

Nous avons établi une liste de terrains bien situés, facilement accessibles et pouvant convenir à de nouvelles constructions. 13 de ces parcelles sont viabilisées et nous disposons aussi de plusieurs maisons à louer.

Les terrains à vendre sont annoncés à la radio, dans la presse locale et sur des affiches placées à des endroits stratégiques: magasins, administrations, etc. Nous participons également aux salons du bâtiment dans plusieurs grandes villes de Finlande, ainsi qu'aux “Journées de l'immobilier” organisées par les banques.

Nous avons également fait beaucoup de promotion pour notre village, en organisant divers événements et activités: brocantes, conférences, cours d'initiation à l'Ikebana (art floral japonais), randonnées pédestres, etc.

Les principaux atouts du village tiennent dans la beauté de la nature qui l'entoure, un environnement très favorable à la pratique de nombreux sports, la qualité de l'école, le dynamisme de la population locale, la proximité (6 km) de la petite ville de Kurikka.

Le prix des terrains à construire est très compétitif et les habitants de Kamppi se disent également prêts à donner un coup de main aux nouveaux venus: creusement des fondations, évacuation de la terre et autres travaux de gros œuvre. Nous visons avant tout les jeunes familles qui ont certaines attaches – familiales, par exemple – avec notre village, ainsi que tous les gens souhaitant revenir dans la région de Kurikka.



La situation de l'emploi n'est pas très bonne dans la province d'Etelä Pohjanmaa, en particulier pour les femmes possédant un diplôme universitaire; c'est un problème mais nous avons toujours réussi à trouver du travail à ceux qui voulaient s'installer ici.

Toutes sortes d'activités contribuent à augmenter les attraits et la qualité du village: “mini-clubs” pour les enfants, activités parascolaires durant l'après-midi, cours de danse, de langues, etc.

Très engagés dans ces activités, les villageois ont toujours accueilli chaleureusement les nouveaux venus, qui, à leur tour, s'intègrent pour la plupart rapidement et trouvent leur place au sein de l'association de développement local.

Plusieurs familles ont manifesté leur intérêt pour Kamppi et nous espérons pouvoir bientôt annoncer des installations. Notre village est un lieu vivant. Les gens se plaisent car il y fait bon vivre. Nous espérons que d'autres pourront également découvrir cet endroit et décideront d'y faire leur nid. <



Un renouveau démographique est perceptible
dans de nombreux territoires ruraux

Déclin? Quel déclin?

Mutations démographiques et mutations sociales sont étroitement liées. Les zones rurales ne sont plus forcément des territoires dont la population diminue, au contraire. L'évolution démographique d'un territoire dépend de la disponibilité de ressources naturelles, humaines et financières, mais aussi de l'efficacité à mettre ces ressources au service du développement économique local. La force de LEADER est précisément d'avoir maintes fois su répondre à cet enjeu.

PAR JOHN BRYDEN [*]

Aucun indicateur n'exprime peut-être aussi clairement la diversité de l'Europe rurale que la densité de population; de même, rien n'indique plus simplement les bonnes performances ou les difficultés économiques d'un territoire que l'augmentation ou la diminution de sa population.

Un coup d'œil sur la carte des densités de population régionales montre que les régions les plus densément peuplées et urbanisées, avec plus de 150 habitants/km², se trouvent en Angleterre, aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne et en Italie, même si ce type de région existe également autour des grandes villes de tous les pays de l'Union européenne, à l'exception de la Finlande. A l'autre extrémité du spectre démographique, on trouve les régions les moins densément peuplées et les plus rurales en Suède, Finlande, Irlande, dans le nord de l'Ecosse, le centre et une partie du Nord de l'Espagne, ainsi que dans les parties montagneuses de France, de Grèce et du Portugal.

Renouveau rural

En ce qui concerne les mutations et les possibilités de développement du monde rural, plus intéressantes sont les tendances démographiques dans le temps, leurs causes et leurs conséquences. On a longtemps fait l'amalgame entre déclin démographique et milieu rural, du fait que ce dernier connaissait l'émigration des jeunes, une faible croissance naturelle due à une répartition déséquilibrée des sexes et des classes d'âge, et, par conséquent, un vieillissement de sa population.

On a pourtant commencé à employer l'expression "renouveau rural" dans les années 70 lorsqu'il est apparu, contre toutes attentes, que la population de nombreuses zones rurales augmentait, une tendance qui s'est confirmée dans les années 80. Cette croissance démographique

n'était toutefois pas observée partout, loin s'en faut: les territoires isolés et faiblement peuplés ainsi que les zones de montagne continuaient de perdre des habitants, tandis que ceux plus proches de villes – grandes ou moyennes – voyaient leur population augmenter rapidement. Ce qui n'a pas empêché de constater au cours des dernières décennies une croissance démographique dans des régions rurales éloignées et faiblement peuplées telles que les Highlands et les îles écossaises, l'ouest de l'Irlande et la Suède septentrionale.

Les raisons pouvant expliquer qu'une région rurale connaisse une tendance démographique positive ou négative sont complexes et varient selon le contexte. La manière dont la population évolue dépend du solde naturel (le rapport entre les naissances et les décès) et du solde migratoire (le rapport entre les flux de population entrant et quittant le territoire). Etant donné la faiblesse quasi générale du taux de natalité en Europe au cours des dernières décennies, c'est en grande partie les mouvements migratoires qui font la différence entre les régions.

Des situations contrastées

Dans les zones rurales périurbaines des Pays-Bas, du sud-est de l'Angleterre et du Bassin Parisien, c'est le développement urbain qui exerce son influence sur les territoires ruraux immédiats: pression foncière de la part des migrants journaliers, demande de nouveaux services, effets sociaux et environnementaux divers. ➔

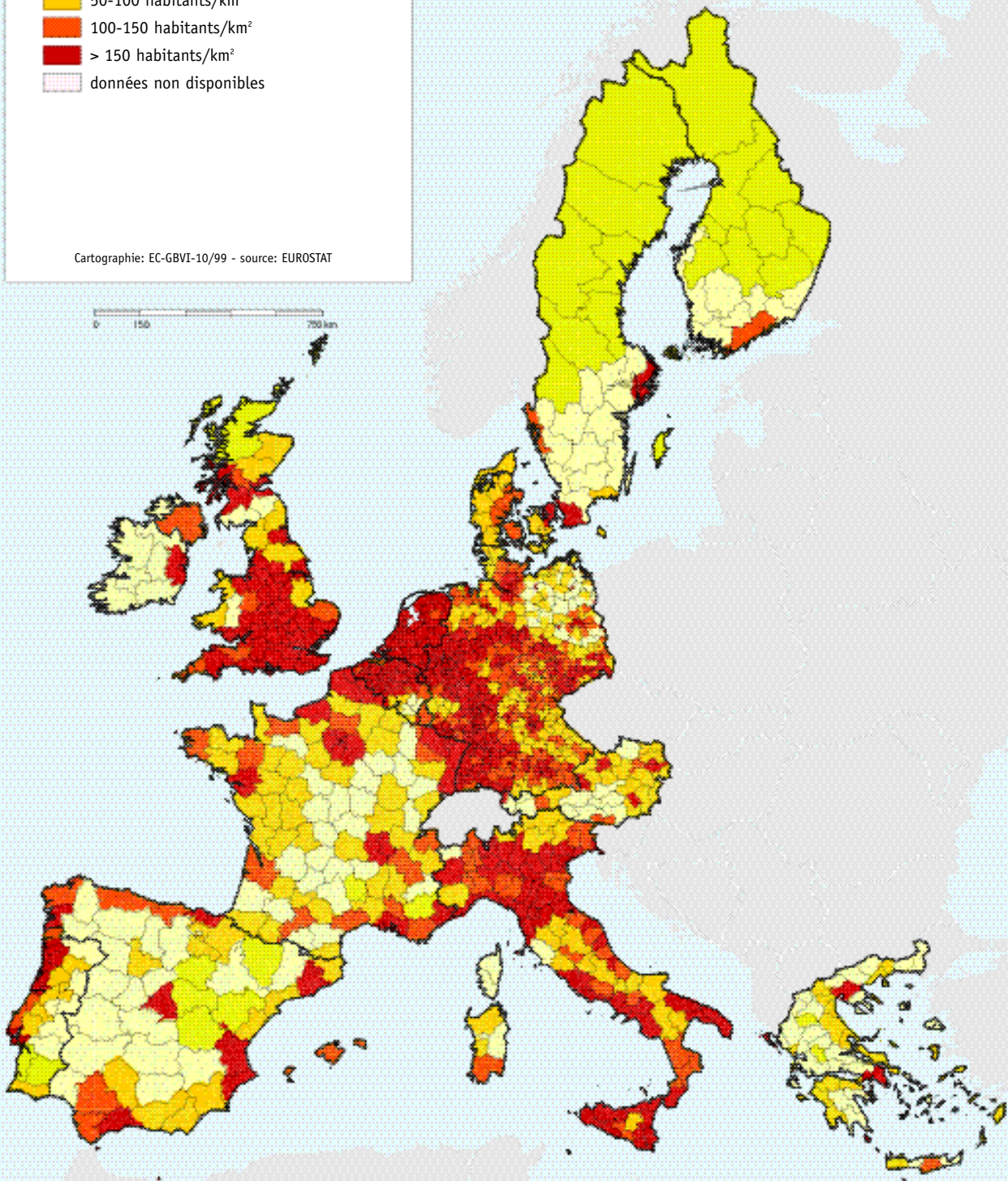
[*] Professeur de Géographie humaine à l'Université d'Aberdeen (Ecosse, Royaume-Uni) et coordinateur du thème "Prospective" pour l'Observatoire européen LEADER, **John Bryden** est co-directeur du Centre Arkleton pour la recherche en développement rural et membre du Comité interministériel écossais pour la politique rurale.

**UNION EUROPÉENNE
DENSITÉ DE POPULATION
PAR RÉGION (1997)**

- ≤ 20 habitants/km²
- 20-50 habitants/km²
- 50-100 habitants/km²
- 100-150 habitants/km²
- > 150 habitants/km²
- données non disponibles

Cartographie: EC-GBVI-10/99 - source: EUROSTAT

0 150 250 km



➔ Dans ces régions proches de grandes agglomérations, la population augmente grâce à un apport migratoire net en provenance des villes et des banlieues. Une déconcentration démographique est en cours, qui prend la forme d'un flux démographique en provenance des grandes aires métropolitaines. Dans ce cas de figure, la plupart de ceux qui s'installent à la campagne appartiennent bien souvent à des catégories de population à revenus plutôt élevés, qui fuient ce qu'ils estiment être des problèmes urbains tels que l'appauvrissement de certains centres-villes ou de certaines banlieues, le temps passé dans les transports, la pollution atmosphérique, l'augmentation des impôts locaux, la mauvaise qualité des écoles, la hausse de la criminalité, le chômage de longue durée, la dégradation des équipements collectifs. Un des enjeux pour les groupes LEADER intervenant dans ce type de territoires est d'éviter que cet afflux de population par ses conséquences notamment sur les prix de l'habitat et du foncier renforce la tendance au départ des populations locales les plus fragilisées.

Dans d'autres zones, par exemple dans le sud de la France, dans de nombreuses zones rurales littorales d'Espagne et du Portugal, dans une partie du Pays de Galles au Royaume-Uni, on observe une immigration de retraités souvent aisés et/ou de personnes se réinstallant dans leur région d'origine et/ou encore d'actifs attirés par une meilleure "qualité de vie". Intégrer ces nouvelles populations, susceptibles bien souvent de jouer un rôle actif dans le développement des territoires ruraux est une préoccupation de beaucoup de zones LEADER.

Quant aux régions qui continuent d'être en déclin, elles souffrent souvent depuis plusieurs décennies d'une émigration des classes d'âge les plus jeunes, ce qui a pour conséquence une faible natalité, un vieillissement de la population, l'insuffisance des classes d'âge actives. Le renouvellement des générations n'y est plus assuré. Ce sont ces régions qui peuvent être le plus concernées et impliquées dans des politiques actives d'accueil de populations, visant à attirer de nouveaux actifs indispensables à la création de nouvelles activités et à la redynamisation des territoires concernés.

Immigrations et émigrations

Bien qu'immigration et émigration puissent avoir des effets économiques différents, on considère généralement qu'une augmentation de la population indique une tendance économique favorable et/ou le sentiment de disposer d'une bonne qualité de vie de la part des résidents et des nouveaux habitants; une diminution de population est au contraire le résultat d'une situation économique défavorable et/ou d'une qualité de vie médiocre.

Mais il est intéressant d'analyser plus en profondeur cette évolution de population et on peut alors constater que plusieurs régions, comme le Limousin en France (voir l'article de Corinne Legrand), ont à la fois un solde naturel qui continue à être défavorable, héritage d'une longue période d'exode massif de population, et un solde migratoire qui redevient positif, l'arrivée de nouvelles populations compensant de plus en plus fortement un exode qui, quant à lui, a tendance à se ralentir.

Si ces nouvelles populations sont pour l'essentiel actives et constituées pour une part significative de familles avec enfants, c'est bien un processus de renouveau qui, plus ou moins timidement, s'enclenche et que l'on peut constater dans de nombreux territoires ruraux qui, il y a quelques décennies, pouvaient paraître condamnés.

Nouveaux avantages comparatifs mais nouveaux conflits

Certaines zones rurales sont en effet désormais perçues comme des endroits où il fait relativement bon vivre, en particulier pour les jeunes familles, voire pour les retraités. Ces nouvelles valeurs ont doté les territoires ruraux de nouveaux avantages comparatifs et de nouvelles activités économiques, qui à la fois attirent de nouveaux résidents et contribuent à retenir les jeunes dans les zones rurales.

En même temps, de nouveaux conflits surgissent à propos de droits de propriété, d'accès au logement et au foncier, etc. Ces conflits ont à la fois des causes objectives (hausse des prix du foncier provoquée par l'arrivée de nouveaux habitants et l'achat de résidences secondaires, pression des activités de loisirs sur l'environnement) et des causes subjectives qui tiennent dans les perceptions et représentations différentes de la ruralité et qui peuvent provoquer des conflits politiques et sociaux locaux à propos notamment de l'usage de l'espace rural.

Gagnants et perdants

Mieux comprendre pourquoi certains territoires ruraux semblent être des "gagnants" et d'autres des "perdants" sur le plan économique et démographique implique de considérer comme des facteurs clés les ressources naturelles et humaines, l'accès au capital et le niveau d'équipement. Ces paramètres restent toujours déterminants, surtout si on inclut pour les ressources naturelles les nouveaux usages de celles-ci aux fins de détente, de loisirs et de tourisme. Mais il est de plus en plus évident que, dans cette recherche de la nécessaire "compétitivité territoriale", des facteurs plus "immatériels" tels que le degré de performance des marchés et des organismes publics locaux, l'efficacité des réseaux internes et externes jouent un rôle clé. L'Initiative LEADER a privilégié ces facteurs, mettant l'accent sur la mobilisation de la population, la mise en valeur des responsabilités locales, le partenariat et l'intégration des interventions. Parmi ces facteurs, la nécessité d'attirer, voire dans certains cas d'accueillir et d'intégrer des populations nouvelles, est pour de nombreux territoires un défi difficile mais susceptible d'être porteur de renouveau. <



(Re)peupler le Leitrim et le Nord-Roscommon (Irlande):

une question de qualité de vie

De l'aide au logement à la rénovation d'un cinéma, en passant par la mise en valeur d'espaces de loisirs, la création de nouveaux services et de nouvelles activités, tout un éventail de moyens est utilisé pour attirer de nouveaux habitants dans la zone la moins peuplée d'Irlande. LEADER est un élément clé du dispositif.

Il était une fois, là où le fleuve Shannon entame son cours paresseux, un village qui possédait la dernière houillère en opération en Irlande. Malheureusement, en 1990, l'usine d'électricité qui absorbait 95% du charbon de la mine cessa ses activités, entraînant du même coup la fermeture de la houillère. 260 mineurs perdirent un travail qu'ils exerçaient le plus souvent de père en fils. Sans parler du nombre incalculable d'emplois indirects qui disparurent également... Arigna (500 habitants aujourd'hui) et l'ensemble de la zone d'influence économique de sa mine devaient impérativement se reconvertir. Ainsi naquit l'Agence de développement du Pays d'Arigna ("Arigna Catchment Area Community Company Ltd.)/ACACC), regroupement de 40 associations de la région. C'était en 1991, LEADER I débutait et l'ACACC devint le groupe d'action locale (GAL) pour cette partie de l'Irlande [*]. "La fermeture de la mine d'Arigna a été

le dernier malheur économique qui a frappé notre région", déplore Pat Daly, directeur du GAL. "Prenez le Leitrim: c'était déjà le comté le moins peuplé d'Irlande et, contrairement aux autres, sa population n'a jamais cessé de diminuer depuis la Grande Famine, passant de 155 000 en 1841 à seulement 25 000 aujourd'hui... Le bassin d'Arigna surmonte peu à peu le choc charbonnier de 1990 – LEADER, par exemple, a permis de créer environ 140 emplois directs et d'en préserver beaucoup plus – mais 40% des jeunes continuent à quitter la région. La situation démographique reste notre grand problème. Il faut absolument enrayer la dépopulation avant que notre territoire ne soit complètement dévitalisé et dans l'impossibilité de retrouver la masse critique indispensable au développement, d'autant plus que 36% de la population active de la zone LEADER dépend encore de l'agriculture qui ici n'a pas beaucoup d'avenir en l'état."

➤ Outre les nombreuses formations organisées par le groupe LEADER – surtout dirigées vers les métiers du bâtiment et des transports en ce qui concerne les mineurs licenciés –, la grande affaire en matière de reconversion locale est le projet “Arigna, Vallée de l’Energie” articulé autour de trois pôles répartis dans la vallée de la rivière qui a donné son nom au village: un Musée de la Mine, un Musée de l’Energie et un Centre des Energies alternatives.

“Avec la mine, l’ancienne usine d’électricité et le parc d’éoliennes installé sur cette colline, nous disposons déjà d’au moins trois infrastructures ‘grandeur réelle’ qu’il suffit de mettre en réseau d’un point de vue pédagogique et touristique”, explique Seamus Rynn, président d’ACDC (Arigna Community Development Company), le groupe de développement d’une vallée “énergétique” mais restée malgré tout très bucolique et étonnamment bien préservée. “LEADER I a financé l’étude de faisabilité et LEADER II consacre environ 270 000 euros au projet. Ce qui est difficile pour une modeste association comme la nôtre, c’est de trouver les contreparties financières. Notre mine était trop petite pour être éligible à RECHAR, le programme européen de reconversion des bassins miniers, et le comté de Roscommon n’étant pas frontalier avec l’Irlande du Nord, nous n’avons pas accès au programme Paix & Réconciliation... La levée de fonds que nous avons entreprise aux Etats-Unis a par contre déjà rapporté 13 000 euros.”

“Un autre obstacle important que nous rencontrons ici en termes de développement”, ajoute Padraig McLoughlin, directeur du collège technique de Drumshanbo et président du groupe LEADER, est le manque d’initiative. “On se heurte souvent à une mentalité de ‘salaire bien payé’ encore coriace chez de nombreux anciens mineurs. Les mineurs ne sont pas des entrepreneurs.”

Commerce électronique

Justement, “60% de salariés, 40% de travailleurs indépendants”, tel est le ratio des débouchés auquel s’attendent Bill Connelly et les autres porteurs du projet “E-Commerce” qui a démarré à Arigna en décembre 1999.

Il s’agit d’un partenariat entre le groupe d’action locale et un fabricant de logiciels – Trojan – basé à Boyle (1 800 hab.). Douze jeunes chômeurs ayant des bases en informatique ont entrepris une formation de neuf mois en commerce électronique: “de la création de sites Web à la commercialisation de produits sur l’Internet, en passant par le graphisme et la publicité”, précise Bill, membre du GAL et directeur de l’école primaire d’Arigna qui héberge la formation. “Nous n’aurons jamais de grandes industries ici, alors ce projet, c’est l’occasion unique de garder nos jeunes et ce grâce à une activité intellectuellement intéressante. Nous voulons créer un centre d’excellence, une sorte de ‘chaîne de compétences’ en télématique commerciale. On prévoit qu’à la fin de leur formation, tous les participants seront, dans un premier temps, engagés par Trojan; ensuite, certains voudront voler de leurs propres ailes et lanceront leur entreprise.” Le projet inclut l’engagement d’un professeur et d’un coordinateur également chargé de trouver des clients souhaitant disposer d’un site Web commercial. Les sites construits par les élèves financeront au moins une partie du programme et la création d’une société de commerce électronique est prévue au terme de la première session de formation.

Pour l’instant, l’action (d’un coût total de 170 000 EUR dont 35 000 pris en charge par Trojan) est financée dans le cadre de la mesure C de LEADER. Elle s’inscrit en effet dans une coopération transnationale avec le groupe LEADER South Tyrone, en Irlande du Nord, qui met en œuvre un projet à peu près identique. C’est d’ailleurs un certificat délivré par le McGee College de l’Université d’Ulster qui cautionnera les deux formations, celle du Sud comme celle du Nord.

“Le projet ‘E-Commerce’ est non seulement porteur d’opportunités d’emploi mais il rehausse également sensiblement la qualité des services scolaires de la région, un facteur très important pour attirer de nouvelles populations”, fait remarquer John Burke, vice-président du GAL et président de la coopérative Uná Bhán qui fédère un trentaine d’acteurs socio-économiques de la région de Boyle (les bénéfices du café-restaurant ouvert par la coopérative en 1995 grâce à une aide LEADER I sont entièrement réinvestis dans l’animation et la promotion touristique de la zone).

Avec la croissance phénoménale que connaît l’Irlande depuis plusieurs années (plus de 8% par an en 1997 et 1998) et la situation de quasi plein emploi (moins de 6% en 1999) qui en découle, même dans les comtés ruraux (voir l’article “La voie irlandaise”), ce sont davantage des facteurs liés à la qualité de vie qui font la différence entre un territoire attractif et un territoire qu’on tend à quitter.

Or le Leitrim/Nord-Roscommon est plein de ressources naturelles et culturelles: vallonnée et criblée des vastes lacs qu’égèrène le Shannon, parsemée de villages pittoresques et de châteaux, la zone LEADER a tout pour plaire, tant aux touristes qu’aux candidats à l’installation. De même, avec l’amélioration des infrastructures routières et la banalisation de l’Internet, le relatif éloignement du territoire n’est plus un handicap insurmontable. “Les lignes de télécommunications sont meilleures qu’à Dublin – 44000 bits ici contre 33000 bits là-bas – et nous allons bientôt avoir le RNIS”, s’exclame Liam Breslin, chercheur dans le domaine des technologies de l’infor-

“Arigna, vallée de l’Energie”: au fond, le Lough Allen; à droite, une fabrique de briquettes, survivance de l’ancienne exploitation charbonnière





L'esthéticienne Karen Taylor a pu rester au pays grâce à une aide financière LEADER

mation qui s'est installé en 1998 avec sa compagne, Aedin McLoughlin, à Ballinaglera, village de 300 habitants au bord du Lough Allen (Leitrim). Et d'ajouter: "ici, on prend son temps, même le boucher est un philosophe et puis il y a une autre raison à notre présence ici – nous sommes quand même assez loin pour échapper au baby-sitting de nos petits-enfants!"

"La qualité de vie est notre premier atout", affirme Brian Nerney, directeur du journal Roscommon Herald. "Nous avons été pénalisés par notre proximité de la frontière avec l'Irlande du Nord. Pour les investisseurs, grands et petits, nous étions assimilés à une région en guerre... Les accords de novembre 99 sont la meilleure nouvelle que nous avons eue depuis longtemps."

Alors, comme poussé par ce vent d'optimisme, on sort les projets des cartons: ainsi, le magnifique Parc forestier du Lough Key, le plus ancien parc national d'Irlande mais dont la fréquentation a sensiblement diminué depuis 1991, va faire l'objet d'une redynamisation et d'un lifting de grande envergure. Près de 6 millions EUR vont être investis dans diverses infrastructures (nouveau centre d'interprétation, gîtes, équipements de loisirs, etc.) très intégrées dans l'environnement. "Là encore, nous sommes confrontés à notre déficit démographique", reconnaît Frank Feighan, conseiller (élu) du comté de Roscommon: "personne ne veut investir dans un hôtel haut de gamme dans le parc, le motif invoqué par tous les investisseurs potentiels que nous avons approchés étant que notre bassin de population est insuffisant..."

Logement

"C'est le logement qui est aujourd'hui le plus grand obstacle à l'arrivée de nouvelles populations", estime Noel Collins, agent d'installation pour le comté de Roscommon dans le cadre de l'expérience "Pilot Scheme for Rural Resettlement" (voir l'article "La voie irlandaise"). Sa collègue pour le Leitrim, Tina Rehill, partage le même avis: "il y a d'une part une nette insuffisance de logements convenables, d'autre part une augmentation des prix telle, au cours des deux dernières années, que l'accès à la propriété et même à la location est devenu difficile pour beaucoup de gens..."

L'Upper Shannon (Haut-Shannon), dont fait partie l'intégralité de la zone LEADER, est l'aire géographique choisie par le gouvernement irlandais pour tester entre 1999 et 2002 un programme de rénovation rurale ("Upper Shannon Rural Renewal Scheme") basée sur des incitants fiscaux: impôts sur le capital réduits de 50%

pour la construction d'une maison neuve et de 100% pour la rénovation d'un bâtiment résidentiel existant. "L'intérêt du public est très grand: en à peine quatre mois, nous avons reçu plusieurs centaines de demandes", souligne Gillian Buckley, responsable du projet à la Western Development Commission qui gère le programme. "Il s'agit de l'application rurale d'un modèle qui a fait ses preuves en milieu urbain. C'est un programme qui vise essentiellement les propriétaires modestes et les émigrés souhaitant revenir au pays. Dans une stratégie de repeuplement durable, il est primordial de cibler ces deux catégories qui sont plus 'économiquement fiables', si j'ose dire, que les groupes défavorisés ou que les néo-ruraux attirés avant tout par un nouveau style de vie."

Quant à l'Initiative LEADER, elle est largement utilisée en appui à l'effort de repeuplement tous azimuts engagé et dans un éventail de secteurs plutôt large: aide à la création de 12 emplois dans un nouveau home pour personnes âgées, appui à la création de nouveaux services de proximité (un salon de beauté, par exemple), aménagement de lieux de convivialité, de culture (des espaces d'exposition, un studio d'enregistrement), jusqu'à la rénovation du cinéma de Carrick-on-Shannon qui allait fermer ses portes. "Plus encore que l'argent (17% des 130 000 euros que j'ai investis), ce sont les arguments des gens de LEADER qui m'ont convaincu: conserver un cinéma, c'est très important pour une petite ville comme la nôtre", souligne le propriétaire du Gaiety Cinema.

"Nous voulons garder les gens au pays", répète Pdraig McLoughlin, le président du groupe LEADER. "Vous savez, en fait, ce qui me motive, c'est que toute ma famille soit près de chez moi et pas en Amérique, en Angleterre ou bien ailleurs." <

[*] La zone LEADER I Arigna Catchment (1991-1994) couvrait également une partie des comtés de Sligo et de Cavan, soit en tout 4 500 km² (90 000 hab.).



LEADER LEITRIM/NORTH ROSCOMMON

Superficie du territoire: 3 285 km²
Population: 56 936 habitants
Financement LEADER II: 6 250 720 EUR
UE: 2 180 000 EUR – **Autres fonds publics:** 935 000 EUR
Privé: 3 135 720 EUR

Arigna Catchment Area Community Company Ltd.
 Enterprise Centre, Arigna
 IRL-Carrick-on-Shannon (Co. Roscommon)
 Tél: + 353 78 46 186 – Fax: +353 78 46 188
 E-mail: arigna@iol.ie

Réinstallation en milieu rural: la voie irlandaise

Les succès de "Rural Resettlement Ireland", association d'aide à la réinstallation en milieu rural de familles urbaines défavorisées, a poussé le gouvernement irlandais à lancer un programme pilote visant à approfondir l'expérience et l'étendre à d'autres catégories de population. Neuf territoires ruraux, tous couverts par LEADER, sont concernés.



"Nous avons peur de nous retrouver dans une tour HLM à la campagne..." En fait de "tour HLM", Frank et Eva Page occupent avec leurs quatre enfants une maison isolée, modeste mais confortable, et effectivement à loyer modéré puisque s'agissant d'un logement à caractère social appartenant au Conseil du Comté de Leitrim. "Dublinois depuis des générations", les Page ont décidé de quitter la grande ville en 1994, lorsque Frank a perdu son emploi de livreur et que leurs deux aînés, qui atteignaient l'adolescence, "risquaient, vu le quartier, de tomber dans la drogue et la délinquance". Les Page avaient entendu parler de "Rural Resettlement Ireland" (RRI). Ils ont contacté cette association d'aide à l'installation en milieu rural au cours de l'été 94; en novembre, RRI les informait qu'une maison était disponible à Ballynamore dans le Leitrim. Les Page s'y sont rendus, ont aimé la maison et l'ont louée pendant deux ans, le temps que le Conseil du Comté leur trouve leur résidence actuelle.

Sang neuf

Les Page correspondent assez bien au profil des familles réinstallées en milieu rural avec l'aide de RRI: urbains défavorisés, voire menacés d'exclusion, ils ont trouvé à la campagne sécurité, tranquillité et une réelle qualité de vie.

Jim Connolly est l'homme qui a imaginé le concept sous-tendant RRI, et ce dès le début des années 70: "artiste sculpteur originaire de Dublin, je m'étais établi dans l'ouest du comté de Clare et voyais mes voisins dis-

paraître les uns après les autres sans qu'il y ait de jeunes pour les remplacer. En fait, c'est tout l'ouest de l'Irlande qui se dépeuplait et les programmes économiques mis en œuvre n'y pouvaient rien. Ils étaient conçus dans une perspective à long terme, alors que le problème était tellement grave et urgent qu'il fallait une véritable 'transfusion de sang neuf' pour les campagnes.

Au contraire, à Dublin et dans les grandes villes d'Angleterre, beaucoup de familles vivaient dans des conditions très médiocres: chômage des parents, insécurité, environnement déprimant... D'où cette idée: pourquoi ne pas proposer à ces familles de se réinstaller chez nous?

À l'époque, je croyais que la clé de l'opération c'était l'emploi, mais, en 1990, le nombre des chômeurs atteignait 300 000 en Irlande et l'émigration touchait des sommets... Alors, j'ai retourné la question et me suis demandé: 'et si le problème n'était pas plutôt la solution? Est-ce que ce n'était pas finalement sur le chômage plutôt que sur l'emploi qu'il fallait miser pour repeupler le milieu rural?'"

Rural Resettlement Ireland

Avec quelques amis, Jim crée en 1990 Rural Resettlement Ireland (Réinstallation rurale en Irlande). L'association utilise la radio pour diffuser son message: "Vous êtes chômeur? Vous vivez dans un quartier difficile? Pourquoi ne pas vous installer à la campagne? La campagne ne vous donnera peut-être pas un travail, mais certainement une meilleure qualité de vie." Une centaine de lettres de gens intéressés parviennent à RRI. "Toutes disaient la même chose, raconte Jim: trouvez-nous une maison! Un élément a joué en notre faveur: le système irlandais de protection sociale est indépendant du lieu de résidence – on peut déménager n'importe où dans le pays sans perdre ses allocations. Cela vaut aussi bien pour l'assurance-chômage que pour les allocations logement accordées sous certaines conditions depuis peu. On sent que le gouvernement va dans notre sens..."

De fait, RRI est partenaire aux côtés du Ministère de l'Environnement et de diverses autorités locales d'un programme pilote national, le "Village Renewal Scheme" (programme de renouveau villageois) qui encourage les résidents de logements sociaux en milieu urbain à se réinstaller en milieu rural où ils continueront également de bénéficier d'un logement à loyer modéré.

C'est également l'Etat irlandais qui fournit les 3/4 du budget annuel de RRI, soit environ 100 000 EUR. Le reste provient de donations privées, notamment en provenance des Etats-Unis. "Nous ne bénéficions encore d'aucune aide directe de l'Union européenne, fait remarquer Jim, mais il faut souligner que LEADER et d'autres programmes européens ont donné un sérieux coup de pouce à plusieurs de nos ménages réinstallés en cofinçant certains des investissements nécessaires à leur nouvelle activité rurale."

Forte de quatre employés permanents, ainsi que de correspondants bénévoles disséminés dans le pays, l'association ratisse l'Irlande à la recherche de maisons pour les candidats à la campagne. Un bilan réalisé en décembre 1999 révélait que pas moins de 400 familles avaient déjà été relocalisées dans 19 comtés d'Irlande par l'intermédiaire de RRI.

Et Jim Connolly d'indiquer: *"au départ, toutes les familles qui s'installent sont au chômage et aucun réinstallé n'est agriculteur. Le taux de réussite, c'est-à-dire le pourcentage de familles qui ne retournent pas en ville est de 80% en moyenne après neuf ans de fonctionnement et même de 92% au cours des trois dernières années, probablement à cause du 'Tigre celtique'¹: souvent, les réinstallés trouvent du travail quelques semaines à peine après leur arrivée."*

Pilote

Les succès de Rural Resettlement Ireland ont attiré l'attention de la Commission européenne au cours de la conférence de Cork sur le développement rural en novembre 1996 (voir LEADER Magazine n°13). Aucun instrument européen ne pouvant en soi soutenir l'association dans le cadre de la période de programmation 1994-99, les fonctionnaires de la Commission européenne ont suggéré aux autorités irlandaises d'élaborer un programme pilote de réinstallation en milieu rural, des financements européens supplémentaires devenant disponibles.

C'est finalement ADM ("Area Development Management Ltd.)/Société de gestion du développement territorial), organisme intermédiaire pour la mise en œuvre du Programme de Développement Local (LDP) en Irlande, qui sera chargé par le Ministère du Tourisme, des Sports et des Loisirs de mettre au point et gérer un dispositif visant *"une meilleure compréhension des enjeux liés à la réinstallation de populations en milieu rural, notamment en ce qui concerne l'emploi, la formation et l'insertion professionnelle, de façon à déboucher sur une stratégie de revitalisation rurale au niveau national"*.

Le "Pilot Scheme for Rural Resettlement" (programme pilote pour la réinstallation rurale) est lancé en 1999 pour une durée d'un an. Doté d'environ 400 000 EUR et appliqué dans neuf territoires ruraux² sélectionnés en fonction de critères démographiques, économiques et sociaux, le programme est conçu comme une recherche destinée à faciliter la réinstallation de populations en milieu rural. Rural Resettlement Ireland est étroitement associée à sa mise en œuvre en tant que cellule d'assistance technique nationale et membre du comité de pilotage.

Dans chacun des neuf territoires concernés, un "comité de réinstallation" a été constitué et un agent de développement a été recruté. Les tâches de ce dernier consistent à informer et sensibiliser la population, à identifier les besoins, à contacter les propriétaires de logements vacants, à inventorier le stock de logements

disponibles, etc. Afin que le programme puisse bénéficier d'une gamme d'expériences aussi vaste que possible, chaque agent de réinstallation dispose d'une grande autonomie dans le choix de ses interventions. A terme et plus généralement, il s'agit de sensibiliser l'ensemble des acteurs concernés, d'explorer de nouvelles voies possibles en matière d'aide à l'installation, de repérer des exemples de bonnes pratiques, d'émettre des recommandations qui, structurées dans un document largement diffusé, *"permettront de déboucher sur une véritable stratégie nationale de réinstallation en tant qu'instrument de régénération du milieu rural"*, insiste Martin Flatley, coordinateur du projet.

"Aider à la réinstallation en milieu rural revient à reconstituer un puzzle composé de quatre morceaux essentiels," estime Martin: *"les groupes cibles, les zones d'implantation possibles, la disponibilité et la qualité du logement, ainsi que les possibilités d'intégration et d'emploi. La réussite d'un programme tient dans une bonne articulation de ces quatre éléments."*

Survivants

"A la différence du RRI qui s'occupe essentiellement de réinstaller en milieu rural des ménages défavorisés, poursuit Martin, nous cherchons ici à évaluer les possibilités d'aide à l'installation d'autres groupes spécifiques: émigrés souhaitant revenir en Irlande, techniciens et professionnels attirés par le milieu rural et dont l'activité n'est pas absolument liée à un lieu géographique particulier, sans oublier tous les moyens pouvant permettre de retenir les gens au pays. En fait, nous nous intéressons à toute catégorie de personnes pouvant contribuer au développement local d'une zone rurale."

On soupçonne un mariage de raison plutôt que de passion entre ADM et RRI, mais les propos de Martin Flatley sont relayés par Jim Connolly: *"nos chemins sont parallèles tout en étant voués à se croiser de plus en plus souvent. Toutes les parties ont compris que le vrai enjeu, c'était l'avenir de l'Europe rurale. Je plaide maintenant pour un 'Rural Resettlement Europe'. Ce qui me fascine toujours chez nos 'clients', c'est leur détermination à survivre. Et c'est précisément ce dont a besoin l'Europe rurale – une race de survivants."* <



[1] La très forte croissance que connaît l'Irlande depuis quelques années vaut au pays ce surnom très "asiatique".

[2] Les neuf territoires concernés par le "Pilot Scheme to Rural Resettlement" sont couverts par LEADER II, mais quatre groupes d'action locale sont directement impliqués dans le programme pilote en étant responsables de sa mise en œuvre dans leur zone: Duhallo, Galway, South Kerry et West Limerick.



Portugais des villes, Allemands, Britanniques, Français, Néerlandais, Suisses...
au bout de leurs projets et de leur rêve rural au Portugal

Relève néo-rurale

Avec la tertiarisation accélérée de l'économie du pays, le milieu rural portugais ne retient plus les jeunes, qui préfèrent la ville au village et les emplois salariés de services à l'exploitation d'une ferme ou à une activité artisanale indépendante. Au contraire de cette tendance, toute une catégorie d'anciens urbains – portugais et, surtout, nord-européens – trouvent leur "place au soleil" dans l'arrière-pays de certaines régions, constituant une véritable relève rurale. Rencontre avec les entrepreneurs (néo-)ruraux des zones LEADER Entre Lousã e Zêzere (Centro) et Sudoeste (Algarve/Alentejo).

"On ne peut jamais partir et laisser le village sans surveillance, à cause du vandalisme", déplore Kerstin Thomas. Avec son mari et leurs deux enfants de huit et quatre ans, elle est la seule habitante de Cerdeira, village perdu au bout d'un chemin de terre sur les hauteurs de la Serra de Lousã, au centre du Portugal. "Etudiant le portugais à Coimbra, nous avons découvert ce village abandonné et décidé de nous y installer. Nous avons pu acheter quatre maisons." Originaire de la région de Kas-

sel, en Allemagne, le couple souhaitait une vie proche de la nature, "travailler à la maison, prendre le temps de vivre, ne plus courir... Ici, je n'ai pas l'impression de 'larguer' les enfants à l'école pour ne pas arriver en retard au boulot". Et le boulot de Kerstin et de son mari, c'est d'abord la sculpture sur bois. C'est aussi la location de chambres d'hôtes presque chaque week-end. Aucune aide d'aucune sorte n'a facilité leur installation en 1986, mais quelques années plus tard, à l'instigation de la commune



Sabine et
José de Sousa
(à droite)
devant leur
nouvel atelier.
Elle est
Allemande,
il est Portugais,
tandis que
leur assistant,
Edward
Beaumont
(à gauche),
est Britannique

dont dépend Cerdeira, l'Institut des Jeunes a bénévolement nettoyé les accès et les ruelles du village. Depuis, la plupart des maisons ont été rachetées par des habitants de Coimbra ou de Lisbonne, qui en ont fait des résidences secondaires. Aujourd'hui, Cerdeira et les autres anciens villages abandonnés de la région sont presque devenus des lieux de villégiature "chics", connus nationalement.

Crédit

Depuis son entrée dans la zone euro, le Portugal s'installe pour de bon dans la société de consommation. "Longtemps largement informelle, l'économie rurale s'est d'abord monétarisée; maintenant, les gens découvrent le crédit à tout crin...", explique Andreas Apitz, originaire de Hambourg et installé dans la Serra depuis 1987. "Les traites du gros 4X4 qu'ils ont acheté à crédit, il faut bien les payer... Alors, les gens recherchent un emploi salarié, relativement rémunérateur, qu'on ne trouve pas ici." Andreas et Iris Apitz ont sélectionné la Serra de Lousã quasi scientifiquement: "Nous avons choisi le Portugal parce que nous trouvions que c'était le pays du sud le plus ouvert aux étrangers. Ensuite, nous avons quadrillé une carte du Portugal et avons opté pour le centre géographique du pays. L'Algarve nous semblait trop chaude, le Nord trop pluvieux... Ici, cela nous a paru idéal et, de fait, nous vivons dans de jolies petites montagnes boisées, peu éloignées d'une mer froide donc pas touris-

tique, avec des vents d'ouest dominants qui nous protègent de la pollution atmosphérique."

Douze ans plus tard, la réalité est-elle à la hauteur des espérances? "En gros, oui, répond Andreas, on peut certes déplorer un manque de conscience environnementale – notamment en matière de gestion des déchets –, une administration très bureaucratisée et un certain mépris des gens pour leur histoire locale récente – associée à la pénurie voire à la pauvreté –, mais le Portugal évolue à son rythme, comme l'ont fait les pays plus riches. J'ai cependant hâte que l'on sorte de cette phase un peu sotte où consommer semble être la seule préoccupation..."

Comme Kerstin, Andreas fait partie de ces Nord-Européens marqués par les années 60-70 et qui ont choisi le Portugal par idéal culturel (une société rurale "authentique"), politique (la Révolution des Œillets de 1974) ou socio-économique. Manfred Markl, 45 ans, se définit comme venant du milieu "alternatif" de Nuremberg: "entre 1974 et 1981, nous formions une communauté autonome de plusieurs centaines de personnes dans le centre de la ville. Moi, j'étais garagiste... Et puis les promoteurs immobiliers ont investi le quartier et il a fallu se trouver un autre lieu de vie. J'avais envie de campagne, mais pour cela il n'était pas question de rester en Allemagne où les terres sont hors de prix. En France et en Espagne, c'était presque la même chose... Alors, au bout de l'Europe, il ne restait plus que le Portugal." En 1984, il achète une ferme de 1,5 ha à Pedrogão Grande et suit une formation fromagère. "J'ai aussi beaucoup appris en travaillant avec les gens: tout le village vivait encore d'agriculture à cette époque." Les années passant, Manfred est devenu le seul agriculteur subsistant dans le village. Avec ses 60 chèvres, il est aussi le seul fromager de toute la zone LEADER. "Il n'y a pas de tradition fromagère dans la Serra, explique Maria Marques, directrice du GAL Entre Lousã e Zêzere, l'activité de Markl est une innovation qu'il fallait absolument soutenir." Résultat: LEADER devrait prochainement financer 65% des 30 000 EUR nécessaires à Manfred pour construire et équiper une petite fromagerie plus performante.

"La grande majorité des projets que nous soutenons sont collectifs", tient à préciser Ana Souto, agent de développement. "Les néo-ruraux sont nombreux dans la Serra mais ils ne constituent pas pour nous une catégorie d'acteurs particulière, encore moins à privilégier. Ils s'intègrent le plus souvent discrètement dans la société locale et dans les réseaux socio-professionnels du territoire. Beaucoup sont artisans, par exemple, et c'est à ce titre qu'alors ils seront éventuellement parties prenantes d'une action LEADER."



Entre autres formes de sculpture, Kerstin Thomas exécute sur bois des caricatures à partir des photos que lui envoient ses clients



Innovateurs

Quittons la Serra de Lousã pour la Serra de Monchique, 400 km plus au sud, à la limite de l'Algarve et de l'Alentejo. *"En gros, il y a deux sortes d'étrangers ici",* résume Gordon Sillence, sociologue anglais arrivé au Portugal il y a une dizaine d'années et co-fondateur de l'Institut portugais d'Ecologie (INPECO) en 1996. *"Au-delà du groupe des retraités, très classique dans les régions ensoleillées, il y a les 'entrepreneurs': contrairement à ce qui se passe fréquemment au Pays de Galles ou en Irlande, les gens qui s'installent ici ne sont pas forcément des marginaux qui fuient coûte que coûte le système urbain. Ce sont souvent, par tempérament plus que par nécessité, des entrepreneurs qui estimaient leur pays d'origine impropre à la réalisation de leur projet. Presque toujours innovateurs, ils constituent une formidable ressource pour le développement local, ressource qui est malheureusement souvent insuffisamment exploitée..."*

"Je ne suis pas d'accord avec la dernière remarque", objecte Carlos Albano, agent de développement LEADER dans la Serra de Monchique. Et d'expliquer: *"ici, les tout premiers porteurs de projet LEADER en 1997 étaient étrangers: toi, Gordon, pour la production d'un topoguide de la zone, et Amanda Twohig, qui est irlandaise et qui a reçu un financement de 13 000 EUR pour son entreprise de confitures biologiques."*

"Nous n'avons pas de stratégie visant spécifiquement les nouvelles populations; nous avons une stratégie tout court, mais il se trouve que nous travaillons en grande partie avec des nouvelles populations", insiste Pedro Dornellas, coordinateur de l'association de développement "Vicentina" qui gère le programme LEADER Sudoeste. *"Une grande partie des habitants de cette partie du Portugal vient d'ailleurs -moi-même et plusieurs*

collègues avons grandi au Mozambique, le président de l'association, Joaquim Marreiros, est marié à une Hollandaise, etc.- et donc, mathématiquement, de nombreux porteurs de projet chez nous sont des 'étrangers'. D'autant plus qu'ils reprennent le plus souvent des activités dont les Portugais ne veulent plus et qui sont précisément les secteurs que nous soutenons: l'agriculture et l'artisanat..."

L'association Vicentina/LEADER Sudoeste intervient dans la partie occidentale de l'Algarve, du côté du cap Saint-Vincent, extrémité sud-ouest de l'Europe. Au nord d'une étroite frange côtière hyper-touristique (4 millions de visiteurs par an), littéralement "bétonnée" de Lagos à Faro, s'étend jusqu'à la Serra de Monchique et les autres montagnes formant la limite entre l'Algarve et l'Alentejo un espace très peu peuplé (à peine 6 hab./km² à certains endroits) qui, aujourd'hui, serait désert sans les "néo-ruraux".

Voisins

"Une vieille dame m'a déjà dit: 'je me moque de la nationalité de mes voisins, je veux juste avoir des voisins'," raconte Fernanda Silva, responsable LEADER, *"la côte a 'aspiré' tous les jeunes de ce territoire..."* Et de citer comme exemple la commune de Barão de São João, où les jeunes familles sont presque toutes anglaises, allemandes, néerlandaises ou suisses, l'école primaire comptant 19 enfants étrangers pour 3 enfants portugais. *"Les étrangers ont permis le maintien de l'école, du bureau de poste, de plusieurs cafés et de cinq épiceries, dont une qui offre une gamme de produits biologiques plus étendue qu'à Lisbonne",* précise Fernanda.

Niels Rump et Marielle Demenga (36 ans) font partie des "forces vives" de Barão de São João. Ces Genevois ont

travaillé pour des organisations de développement dans le tiers-monde avant de se fixer au Portugal en 1989, achetant 4 ha de terres au milieu de nulle part. Pour vivre, ces agro-biologistes de formation décident de se lancer en agriculture *“biologique, il va sans dire! Il était inconcevable pour nous de pratiquer une autre forme d’agriculture.”* La composition d’une *“ratatouille de Noël”* est le fil conducteur qui les guide pour élaborer leur gamme de produits et trouver leur créneau: *“tomates, oignons, courgettes, aubergines, poivrons, haricots... tous les légumes et les fruits qui arrivent à maturité ici quand la saison se termine en France”*, indique Niels. En 1992, une aide européenne leur permet de troquer leurs petits tunnels pour de vastes serres et les oblige un peu contre leur gré à passer à la vitesse supérieure: *“1 ha de serres, c’est beaucoup. Nous aurions préféré un projet plus petit, grossir à notre rythme, mais c’était à prendre ou à laisser pour la subvention...”*. Quant à LEADER, l’Initiative communautaire a pris en charge la moitié des 17 500 EUR nécessaires à l’achat d’une machine à nettoyer et à calibrer les fruits et les légumes. Outre Niels et Marielle, la ferme occupe quatre employés permanents. Seulement 1% de la production est écoulee sur le marché local (le secteur touristique d’Algarve est peu consommateur d’aliments bio), 60% de la production est exportée (au Royaume-Uni et en Allemagne) et 39% est écoulee dans diverses grandes surfaces au Portugal. Pour pouvoir mieux négocier les prix avec celles-ci, Niels a contribué à fonder en 1995 *“Urze”* (*“la bruyère”*), groupement de 22 producteurs biologiques, répartis sur l’ensemble du territoire portugais.

“DistriBIO”

Eric Balans, un Français, et son épouse Alexandra, née au Mozambique, ont fondé il y a quelques années la société *“DistriBIO”*, qui livre chaque semaine à domicile des paniers de produits biologiques à une cinquantaine de clients dans un rayon de 200 km. *“Pour mettre au point la formule, explique Eric, nous nous sommes inspirés d’une expérience d’insertion de chômeurs dans le Trièves, en France. La tournée nécessite environ trois journées et demie. Chaque panier contient entre 8 et 10 produits différents. Les paniers sont composés selon la saison; les clients – 50% portugais, 50% étrangers – ne savent jamais exactement ce qu’ils vont recevoir.”* Bénéficiaire d’un cofinancement LEADER concernant de l’équipement d’emballage, DistriBIO se fournit naturellement chez Niels et Marielle, entre autres. *“Des réseaux néo-ruraux se sont constitués, surtout en fonction de la langue et du secteur d’activité”*, souligne Eric. La production biologique, l’écologie et les énergies alternatives tissent des liens puissants: Amanda Twohig, par exemple, vend ses confitures bio entre autres dans la boutique de produits naturels de Vera Diesselbrede à Aljezur. Or le compagnon de Vera, Franz Wagner, est lui-même un entrepreneur-innovateur de la région. Originaire de Neuss près de Düsseldorf, il avait ouvert un restaurant en Algarve en 1979. Mais comme tous les autres néo-ruraux qui s’installaient à cette époque-là, il était confronté à l’absence d’électricité. Obligé de la fabriquer lui-même, il se découvre une passion pour les énergies alternatives et crée, avec deux compatriotes, la société *“Sistemas de Energias Alternativas Portugal Lda”* devenue le leader national de l’assemblage et de l’installation d’équipements solaires et éoliens.

Alexandra et Eric Balans cultivent et distribuent une large gamme de produits biologiques





Manfred Markl est le seul fromager de la zone LEADER Entre Lousã e Zêzere

— *“Nous connaissons entre 20 et 30% de croissance par année”, annonce fièrement Franz. “Nous comptons 8 employés permanents et 80 revendeurs à travers le monde. Nos clients sont à 60% des particuliers et à 40% des collectivités. Nous avons participé à plusieurs programmes européens – JOULE, THERMIE – et actuellement, nous coopérons avec l’Ecole des Mines de Paris sur un projet COPERNICUS en Ouzbékistan”.*

Les systèmes de Franz Wagner et les efforts énormes accomplis par le Portugal, qui a largement électrifié ses campagnes depuis plusieurs années, ont résolu le grand problème que rencontraient les nouveaux arrivants il y a une dizaine d’années. Mais quid de l’eau, *“sans laquelle, rappelle Fernanda Silva, aucun développement rural n’est possible”*, et qui manque parfois, comme l’ont constaté à leurs dépens José et Sabine de Sousa?

Tous les entrepreneurs rencontrés déplorent ce manque de main-d’œuvre: *“la mutation accélérée de la société portugaise dévalorise les activités traditionnelles, perçues comme ‘ringardes’, sales et non rentables”*, soutient Sabine. Elle devrait toutefois nuancer son analyse: José n’était pas potier avant de la connaître, mais fonctionnaire au ministère des finances! *“J’ai pris un congé sans solde... à vie”*, précise-t-il. <

(*) Surnom donné par les métropolitains aux blancs originaires des anciennes colonies portugaises d’Afrique.

Main-d’œuvre

José est un “Africain” (*) du Mozambique; Sabine, une Allemande de Eutin dans le Schleswig-Holstein. Céramistes, ils tiennent une boutique de poterie et autres objets en terre cuite à Lagos. En 1995, ils achètent 8 ha de friches dans l’arrière-pays. L’endroit est complètement désert, mais a la particularité d’offrir une vue à la fois sur la côte ouest (“Costa Vicentina”) et la côte sud de l’Algarve. Ils y construisent leur maison, puis, avec l’aide de LEADER, un vaste atelier (50 000 EUR). Pas de chance: le réservoir qui doit alimenter la propriété en eau est insuffisant et le creusement d’un puits s’avère nécessaire, augmentant assez sensiblement les coûts de la réalisation.

“Petit à petit, nous avons solutionné les problèmes d’infrastructures”, raconte José du haut de sa colline qui surplombe le finistère de l’Europe. “Nous sommes fiers à la pensée qu’à part nous, deux ménages vivent de notre entreprise... Car vous savez, la principale difficulté, c’est de trouver de la main-d’œuvre et de la garder. Une caissière du supermarché où nous faisons nos courses a déjà suivi une formation chez nous, mais elle a préféré cet emploi de poterie, qui est ici plus prestigieux que la poterie.”



LEADER ENTRE LOUSÃ E ZÊZERE

Superficie du territoire: 729,35 km²
Population: 48 012 habitants
Financement LEADER II: 3 308 000 EUR
UE: 2 481 000 EUR – **Autres fonds publics:** 247 000 EUR
Privé: 580 000 EUR

DUECEIRA
 Rua Dr. Pires de Carvalho, 49 – 1^o Dto
 P-3200 Lousã
 Tél: +351 39 99 52 68 – Fax: +351 39 99 52 68
 E-mail: dueceira.eloz@mail.telepac.pt

LEADER SUDOESTE

Superficie du territoire: 2 368 km²
Population: 61 393 habitants
Financement LEADER II: 2 921 000 EUR
UE: 1 998 000 EUR – **Autres fonds publics:** 129 000 EUR
Privé: 794 000 EUR

VICENTINA
 Rua Conselheiro Joaquim
 Machado, 45 – 1^oE
 P-8600 Lagos
 Tél: +351 82 764 060 – Fax: +351 82 764 060
 E-mail: vicentina@mail.telepac.pt

Direction générale de l'Agriculture: réorganisation des Directions du Développement rural

Pour tenir compte des orientations du nouveau règlement concernant le développement rural, les services de la Direction générale de l'Agriculture directement concernés par ce secteur ont été réorganisés.

Le développement rural, qui dépend directement d'un des quatre Directeurs généraux adjoints, est à présent réparti entre deux Directions:

la Direction F.I comprend trois unités – l'une chargée des programmes de développement rural de l'Espagne, de la Suède et du Royaume-Uni, l'autre des programmes de la Grèce, de l'Italie, du Portugal et de la Finlande; une troisième unité est responsable des forêts, de l'environnement et des actions résiduelles découlant de l'Article 8 du FEOGA; la Direction F.II comporte également deux unités géographiques – l'une pour la Belgique, le Danemark, la

France et l'Autriche, l'autre pour l'Allemagne, l'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas. Une troisième unité est chargée de la cohérence du développement rural vis-à-vis d'autres secteurs de la DG Agriculture (DG "AGRI" dans la nouvelle formulation interne) ainsi que du règlement horizontal et de la coordination de LEADER+. Une quatrième unité est en charge du règlement "SAPARD" pour les pays d'Europe centrale et orientale.

Le nouveau Directeur général de la DG Agriculture est Jose Manuel Silva Rodríguez, précédemment Directeur général adjoint en charge du Développement rural.

Contact: Commission européenne, DG AGRI, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, tél: +32 2 299 11 11.

Nouvelles publications LEADER

Série Innovation en milieu rural "Développer les services à la population en milieu rural"

On assiste aujourd'hui à de profondes mutations – économiques, démographiques, institutionnelles, technologiques – qui ont des implications déterminantes, voire parfois opposées, pour les services à la population en milieu rural. Face à l'ampleur des enjeux, ce dossier propose une analyse générale du problème, quelques éléments méthodologiques pour la mise en œuvre des services à la population, ainsi que quelques exemples d'outils pour ces différentes phases que sont le diagnostic, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des services à la population. (Prix: 300 BEF TTC/environ 7,5 EUR).

Série Guides méthodologiques "Sources d'énergie renouvelable, sources de développement durable"

Conçu à l'usage des acteurs du développement rural, ce document peut servir d'outil de référence pratique pour évaluer le potentiel local en matière d'énergie renouvelable, étudier l'impact d'un projet dans ce domaine sur la situation économique, écologique et sociale du territoire concerné, pour finalement, le cas échéant, faciliter la mise en œuvre de ce projet. (Prix: 300 BEF TTC/environ 7,5 EUR).

Série Dossiers de l'Observatoire "Prendre en compte les enseignements de LEADER dans les futures politiques rurales"

Ce dossier est issu des échanges ayant eu lieu au cours de deux séminaires LEADER organisés respectivement en Wallonie (Belgique) et à Valence (Espagne) en juin 1999 et auxquels ont participé des représentants d'administrations nationales et/ou régionales de la plupart des Etats membres. Au moment où est préparée la nouvelle phase de programmation 2000-2006, la réflexion sur les enseignements de LEADER et leur éventuelle prise en compte dans les politiques à venir ("mainstreaming") est au cœur de l'actualité.

LEADER+: répartition financière indicative [*]	
ETAT MEMBRE	LEADER+ (MILLIONS EUR)
Belgique	15
Danemark	16
Allemagne	247
Grèce	172
Espagne	467
France	252
Irlande	45
Italie	267
Luxembourg	2
Pays-Bas	78
Autriche	71
Portugal	152
Finlande	52
Suède	38
Royaume-Uni	106
Réseaux	40
EUR-15	2020
[*] répartition proposée par la Commission européenne le 13 octobre 1999	

RENSEIGNEMENTS:

OBSERVATOIRE EUROPÉEN LEADER
chaussée Saint-Pierre 260
B-1040 Bruxelles
Tél.: +32.2.736 49 60
Fax: +32.2.736 04 34

E-Mail: leader@aaidl.be

World Wide Web: http://www.rural-europe.aaidl.be

"Rural Europe": LEADER en ligne et en 6 langues
Les publications (LEADER Magazine, INFO-LEADER, les dossiers techniques, etc.), le programme des activités, la liste mise à jour de tous les bénéficiaires LEADER approuvés, ainsi que différentes banques de données sont consultables en ligne et en 6 langues (français, anglais, allemand, espagnol, italien et portugais) sur l'Internet. Plusieurs forums sont également ouverts.
www.rural-europe.aaidl.be

Nom: LEADER

("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale")

Type de programme: Initiative communautaire

Territoires concernés: régions de l'Objectif 1 (en retard de développement), zones de l'Objectif 5b (zones rurales fragiles) et zones de l'Objectif 6 (zones nordiques à très faible densité de population) de l'Union européenne. 10% des crédits alloués aux zones 5b peuvent toutefois être affectés à des territoires limitrophes non éligibles.

Objectifs: dans la continuité de LEADER I (1991-1994), LEADER II vise à:

- > encourager les initiatives locales de développement rural exemplaires;
- > soutenir des opérations innovantes, démonstratives et transférables illustrant les nouvelles voies que peut emprunter le développement rural;
- > multiplier les échanges d'expériences et le transfert de savoir-faire;
- > appuyer des projets de coopération transnationale émanant des acteurs locaux des zones rurales et traduisant leur solidarité.

Bénéficiaires: LEADER II apporte son concours financier à deux catégories de bénéficiaires:

- > en premier lieu, les "groupes d'action locale", réunissant des partenaires publics et privés, qui établissent en commun une stratégie et des mesures novatrices pour le développement d'un territoire rural de dimension locale (moins de 100 000 habitants);
- > d'autres acteurs collectifs publics ou privés du milieu rural (collectivités locales, chambres consulaires, coopératives, associations, etc.) à la condition que leur action, plus thématique, s'inscrive dans une logique de développement au niveau d'un territoire local.

Type de mesures: acquisition de compétences en matière de développement rural, programmes d'innovation rurale (formation professionnelle, tourisme rural, soutien aux petites entreprises, valorisation des productions agricoles, sylvicoles et de la pêche locale, amélioration de l'environnement et du cadre de vie, etc.), coopération transnationale.

Les différentes composantes de LEADER II s'articulent autour d'un "Réseau européen du Développement rural" permettant une large diffusion (séminaires, échanges, publications) des actions innovantes entreprises en faveur du monde rural et facilitant les coopérations transnationales. Ce réseau est animé par l'"Observatoire européen LEADER".

Durée du programme: 6 ans (1994-1999)

Dotation de source communautaire: environ 1 755 millions d'ECU (dont plus de 1 000 millions pour les régions de l'Objectif 1) financés par les trois Fonds structurels.



**Observatoire
européen LEADER**



**Commission européenne
DG AGRI**

LEADER magazine est la revue trimestrielle du programme de développement rural LEADER II. - **LEADER** ("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale") est une Initiative communautaire lancée par la Commission européenne et coordonnée par sa Direction Générale de l'Agriculture (unité F.1.1) Le contenu de LEADER Magazine ne reflète pas nécessairement les opinions des institutions de l'Union européenne - **Direction de la rédaction:** A.E.I.D.L./ Observatoire européen LEADER - **Editeur responsable:** William Van Dingenen, A.E.I.D.L., chaussée Saint-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - **Journalisme:** Jean-Luc Janot **Ont collaboré à ce numéro:** John Bryden, Yves Champetier, Corinne Legrand, Minna Silander - **Photos:** groupes LEADER, Francisco Botelho, John Cogill, Claire Lelièvre, Yves Ronzier - **Photo de couverture:** Yves Ronzier **Responsable de la production:** Christine Charlier - **Conception graphique:** Kaligram - **Imprimé en Belgique sur papier blanchi sans chlore** - LEADER magazine est publié dans les onze langues de l'Union européenne et tiré à 30 000 exemplaires **Renseignements:** LEADER magazine, A.E.I.D.L., chaussée Saint-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - Tél.: +32-2 736 49 60 - Fax: +32-2 736 04 34 - E-Mail: leader@aaidl.be WWW: <http://www.rural-europe.aaidl.be>